

Procès-verbal du conseil municipal

Séance du 06 février 2023

L'an deux mille vingt-trois, le six février, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de TALLENDE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Eric BRUN, Maire.

Présents : Eric BRUN, Cécile CHARREIRE, Philippe BONNET, Caroline COPINEAU, Patrick MARCHAT, Odile LAMY, Jean-Luc HELBERT, Benoît NAUTRE, Stéphane DUBOS, Isabelle HENRY, Franck GOUGAT, Frédéric VERNHES, Delphine CHABERT, Delphine AUCLAIR, Marie-Laure PORTRAT

Absents : Max CLERMONT, Laurent GENESTOUX, Karine GUY

Pouvoirs : Max CLERMONT à Caroline COPINEAU, Karine GUY à Marie-Laure PORTRAT

Secrétaire de séance : Patrick MARCHAT

L'ordre du jour de la séance est le suivant :

1. Taxe d'aménagement : convention de reversement Commune de Tallende/Mond'Arverne Communauté
2. Réhabilitation de l'école : plan de financement
3. Réhabilitation de l'école : dépôt du permis de construire
4. SIEG : optimisation des systèmes de gestion de l'éclairage public

M. le Maire excuse les absents et énonce les pouvoirs. Le quorum étant atteint, il déclare la séance ouverte à 19h15. On compte 15 présents et 2 pouvoirs ; soit 17 votants.

En vertu de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Patrick MARCHAT, conseiller municipal, est nommé secrétaire de séance.

M. le Maire demande aux membres de l'assemblée s'il y a des observations ou des remarques à propos du procès-verbal du 14 décembre 2022. Aucune remarque n'étant formulée, celui-ci est adopté à l'unanimité.

TAXE D'AMENAGEMENT : CONVENTION DE REVERSEMENT COMMUNE DE TALLENDE / MOND'ARVERNE COMMUNAUTE – DCM 01/2023

La taxe d'aménagement concerne les opérations de construction, reconstruction et agrandissement d'un bâtiment, les installations ou aménagements de toute nature, nécessitant l'obtention d'une des autorisations d'urbanisme suivantes : permis de construire, permis d'aménager, autorisation préalable.

La taxe d'aménagement est due pour toute création de surface de plancher close et couverte dont la superficie est supérieure à 5 m² et d'une hauteur de plafond supérieure ou égale à 1,80 mètre, y compris les combles et les caves. Jusqu'alors facultatif, le partage de la taxe d'aménagement au sein du bloc communal devient obligatoire tel que prévu à l'article 109 de la loi de finances pour 2022. Cet article 109 indique en effet que « si la taxe d'aménagement est perçue par les communes membres, un reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement à l'EPCI est obligatoire (compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences) ».

Toutefois l'instauration d'une obligation de réciprocité dans le partage de la TA a pu susciter des crispations, dans un contexte de tension sur les budgets des collectivités locales, en particulier dans les territoires dénués de pacte financier et fiscal ou lorsque le pacte financier et fiscal ne prévoyait pas déjà une règle de partage.

C'est dans ce contexte que l'examen en cette fin d'année du projet de loi de finances rectificative pour 2022 (PLFR 2022) est revenu sur la réforme adoptée il y a un an.

L'accord trouvé en commission mixte paritaire dans le cadre de l'examen du PLFR 2022 prévoit en effet que soit rendu facultatif le reversement aux intercommunalités d'une partie du produit de la TA perçu par les communes.

Ceci figure à l'article 15 de la loi n° 2022-1499 du 1^{er} décembre 2022 de finances rectificative pour 2022.

Mond'Arverne communauté, qui possède la compétence obligatoire et exclusive des opérations de construction et d'aménagement situées dans les zones d'activité économique (Z.A.E), a édicté dans les prescriptions de la charte du PLUI adoptée par les communes de Mond'Arverne communauté en 2018, que les communes concernées par la présence d'une zone d'activités communautaire reversent 100% de la taxe d'aménagement perçue sur ces ZAE.

Nous restons dans un système volontariste et cohérent au regard des obligations de l'intercommunalité en matière de ZAE.

La commune de Tallende est concernée pour Cheir'Activités/ Les Rases

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

‣ **Adopte** le principe de reversement de 100% de la part communale de taxe d'aménagement perçue sur la ZAE Cheir'Activités/Les Rases à la communauté de communes Mond'Arverne communauté

‣ **Décide** que ce recouvrement sera calculé à partir des impositions nouvelles au 1^{er} janvier 2023,

‣ **Autorise** le Maire à signer la convention

REHABILITATION DE L'ECOLE : PLAN DE FINANCEMENT – DCM 02/20023

Le coût prévisionnel du projet de réhabilitation de l'école est estimé au stade de l'avant-projet définitif à 2 050 216,00 € HT soit 2 460 259,20 € TTC.

Nature des dépenses	Dépenses du projet global	
	€ en H.T.	€ en T.T.C
Travaux	1 744 000,00 €	2 092 800,00 €
Maîtrise d'œuvre	181 376,00 €	217 651,00 €
Frais annexes (Contrôle technique, SPS, etc.)	37 64,00 €	45 168,00 €
Imprévus (5 %)	87 200,00 €	104 640,00 €
Total	2 050 216,00 €	2 460 259,00 €

Ce projet est susceptible de bénéficier d'une subvention Etat au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) et du Fonds Vert.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Sources	Types d'aide	Montant prévisionnel	Taux
Financements publics			
Etat	DETR (dépense plafonnée à 1 500 000,00 €)	450 000,00 €	21,90 %
Etat	DETR - Bonus énergie (15% du montant des lots liés aux économies d'énergie soit 492 300,00 €)	73 845,00 €	3,60 %
Etat	DSIL	387 491,00 €	18,90 %
Etat	Fonds verts	340 449,00 €	16,60 %
Région	Contrat de territoire	180 000,00 €	8,80 %
Département	FIC (dépense plafonnée à 380 000,00 €)	152 000,00 €	7,40 %
Département	FIC – bonus énergie (15% du montant des lots liés aux économies d'énergie)	57 000,00 €	2,80 %
Auto-financement			
Fonds propres		209 431,00 €	10,20 %
Emprunt		200 000,00 €	9,80 %
Total HT		2 050 216,00 €	100 %

L'échéancier de réalisation de ce projet est le suivant :

Date de lancement de l'appel d'offre : juin 2023

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : décembre 2023

Date prévisionnelle de fin de l'opération : juin 2026

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ▶ **Approuve** la réalisation du projet présenté estimé à 2 050 216,00 € HT
- ▶ **Approuve** le plan de financement exposé
- ▶ **Autorise** le Maire à solliciter une subvention Etat au titre de la DETR, de la DSIL et du Fonds Vert ainsi que des subventions auprès des co-financeurs mentionnés dans le plan de financement

M. BONNET remercie les membres de la commission et Mme HEIDENREICH (ADHUME) pour le travail fourni. Il rappelle les grandes lignes du projet :

- ✓ Réfection de la toiture dans son intégralité
- ✓ Remplacement des menuiseries extérieures
- ✓ Extension de la garderie sur l'emplacement des escaliers actuels et reprise de l'acoustique de la garderie et de la cantine
- ✓ Extension par une classe 4 remplaçant le bâtiment en préfabriqué
- ✓ Construction d'un préau remplaçant le bâtiment préfabriqué existant dans la cour comprenant des sanitaires côté maternelle
- ✓ Refonte du fonctionnement de la cantine avec création de sanitaires et principe de marche-en-avant pour les repas.
- ✓ Création d'une salle de pause commune à l'ensemble du personnel, la tisanerie actuelle étant dédiée au local technique.
- ✓ Classe de motricité (classe 2) créée en rez-de-chaussée entre la classe 3 et la salle ATSEM (environ 46 m²), afin de permettre les activités si nécessaire pour des enfants ayant des besoins spéciaux (permet de rester en classe 4).
- ✓ Agrandissement de la salle ATSEM en occupant l'actuel bureau de direction maternelles, avec accès aux toilettes.
- ✓ Création par cloisonnement de 2 bureaux pour les directrices.
- ✓ Refonte des sanitaires « élémentaire ».
- ✓ Chaque classe a un accès à un atelier (partagés entre 2 classes).
- ✓ Réfection des menuiseries et isolation de la salle de motricité actuelle.
- ✓ Mise en place de leds, ventilation double flux, ... pour respecter le plan « tertiaire ».
- ✓ Panneaux photovoltaïques côté sud (projet solaire dôme).

REHABILITATION DE L'ECOLE : DEPOT DU PERMIS DE CONSTRUIRE – DCM 03/2023

Afin de réaliser les travaux de réhabilitation du groupe scolaire, il est nécessaire de déposer un permis de construire.

Vu le Code Générales des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421.1 et suivants et R 421.1 et suivants ;

Vu le projet de réhabilitation du groupe scolaire ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

▶ **Autorise** le Maire à déposer et signer la demande de permis de construire au nom et pour le compte de la commune ainsi que tout document nécessaire au dépôt et à l'obtention de cette autorisation de travaux.

OPTIMISATION DES SYSTEMES DE GESTION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC – DCM
04/2023

M. le Maire informe que le Fonds d'Amortissement des Charges d'Electrification (FACE) a retenu, le 15 avril 2022, le programme de travaux de 2,74 millions d'euros TTC proposé par Territoire d'Energie (TE 63) et lui a attribué un montant total d'aides de 1,6 millions d'euros.

Ce programme vise à accélérer la démarche d'optimisation des systèmes de gestion de l'éclairage public au vu de limiter les coûts induits de fonctionnement pour les collectivités adhérentes à la compétence éclairage public de TE63.

TE63 a identifié sur le territoire de la commune un certain nombre de cellules photosensibles et d'horloges vétustes pouvant être remplacées par des horloges dernière génération.

L'estimation des dépenses correspondant aux conditions économiques, à la date d'établissement du projet s'élève à **6 600,00 € HT**.

Conformément aux décisions prises par son Comité, le territoire d'énergie du Puy-de-Dôme peut prendre en charge la réalisation de ces travaux en les finançant et en demandant à la commune un fonds de concours déduction faite de la subvention obtenue de France Relance (70 %) égal à 10 % du montant estimatif des travaux **soit 660,00 €**.

Ce fonds de concours sera revu en fin de travaux pour être réajusté suivant le montant des dépenses résultat du décompte définitif. Il est précisé que le montant de la T.V.A sera récupéré par le TE 63 par le biais du Fonds de Compensation de la TVA.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

▶ **D'APPROUVER** l'avant-projet des travaux d'optimisation des systèmes de gestion de l'éclairage public présenté par M. le Maire ;

▶ **DE CONFIER** la réalisation de ces travaux au Syndicat Intercommunal d'Electricité et de gaz du Puy-de-Dôme ;

▶ **DE FIXER** le fonds de concours à 660,00 € et d'autoriser M. le Maire à verser cette somme, après réajustement en fonction du décompte définitif, dans la caisse du Receveur du Syndicat Intercommunal d'Electricité et de gaz du Puy-de-Dôme ;

▶ **D'AUTORISER** M. le Maire à signer la convention de financement avec le SIEG.

Questions diverses :

M. le Maire informe que les garages communaux ont été cambriolés début décembre. Du matériel (rotofiles, tronçonneuses, etc.) ainsi que le camion ont été volés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h30

Le Maire
Éric BRUN



A blue circular official stamp of the Puy-de-Dôme department is partially visible behind the signature.

Le secrétaire de séance
Patrick MARCHAT

